

STRASBOURG

Stracel : le papier, c'est fini



Le site de Stracel ne produira plus de papier. Il change de propriétaire et de vocation. PAGE 13

**Strasbourg Industrie papetière
 Stracel, c'est fini**



L'arrêt définitif de la papeterie marque le début d'un compte-à-rebours qui devrait durer sept semaines.
 Photo DNA – Jean-Christophe Dorn

La machine à papier magazine de Stracel a été définitivement arrêtée hier à midi, 24 heures à peine après la dernière réunion du comité d'entreprise qui a finalisé le plan social. 76 ans après sa création, le site strasbourgeois s'apprête à changer de mains et de vocation.

Les 250 salariés de Stracel avaient beau s'y attendre, ça leur a malgré tout fait un coup. La machine à papier à laquelle ils ont consacré toute leur attention pendant parfois plusieurs décennies a été arrêtée hier à midi. Définitivement.

Certes, cela faisait déjà six bonnes semaines qu'elle ne produisait plus rien. Elle avait été mise en veille mi-novembre, lorsqu'avait éclaté un mouvement de grève suite au refus de la direction d'UPM de négocier les conditions du plan social. Elle n'a ensuite plus jamais redémarré. Les salariés, démotivés ou en congé maladie, n'étant tout simplement plus assez nombreux pour la faire fonctionner.

Premiers départs fin janvier

Pour le personnel, cet arrêt qui intervient au lendemain de la dernière réunion du comité d'entreprise (DNA du 3 janvier), marque le début d'un compte à rebours qui va durer sept semaines. C'est en effet le délai que s'est donné UPM pour mettre le site en conservation avant de le quitter.

Les opérations techniques qui seront nécessaires pour venir à bout de cette dernière phase ne nécessiteront évidemment pas la présence de tous ses salariés. Le groupe finlandais l'a confirmé hier par la voix de son porte-parole : « Les premiers départs interviendront dans les dix derniers jours de janvier ». Les autres s'échelonneront jusqu'à fin février.

Un an et demi après l'annonce par le groupe UPM de la mise en vente de l'usine, « nous arrivons au bout du chemin », constate avec amertume le syndicat FO de Stracel dans un communiqué. Car pour lui, « la motivation économique de la vente du site n'a pas été démontrée. Le groupe UPM » qui a réalisé en 2011 plus de 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires et versé plus de 315 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires a simplement « décidé de se séparer de l'usine pour des raisons de rentabilité pas assez importante ».

Les représentants du personnel, qui « se sont mis en ordre de bataille pour combattre une éventuelle fermeture mais ont continué à maintenir l'activité pour donner une chance à un plan de reprise » gardent également en travers de la gorge les difficiles discussions autour du plan social, émaillées de manifestations et de grèves.

«Le groupe finlandais UPM a montré tout au long de ces dernières semaines qu'il était loin de la responsabilité sociale prônée dans les pays nordiques », estime FO. « Le comité central d'entreprise d'UPM, le comité d'établissement de Stracel et le CHSCT de Stracel n'ont pu que constater les dégâts humains occasionnés » par la façon dont a été mené le processus.

La suite de l'histoire, ce sont à présent le Belge VPK Packaging Group et l'allemand Klingele Papierwerke, associés au sein du groupement Blue Paper, qui l'écriront. Ces deux cartonniers s'apprêtent en effet à racheter (la vente devrait se concrétiser très prochainement) les murs de l'usine ainsi que ses machines.

« La reprise des installations et d'une partie du personnel permettra de sauvegarder 130 des 250 emplois en attendant la mise en œuvre du projet BTL », estime le député Philippe Bies en précisant que ce résultat est « notamment le fruit de la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux et nationaux, mais aussi la marque de la responsabilité des partenaires sociaux ».

Un an de reconversion

Les salariés attendent à présent avec impatience les offres d'emploi en question pour pouvoir se positionner. Ceux qui seront retenus seront aux premières loges pour assister à la transformation du site.

Blue Paper va en effet investir plus de 100 millions d'euros pour reconvertir la papeterie en une unité capable de produire 300 000 tonnes de carton d'emballage par an. Le chantier, avait-il expliqué en juillet dernier, devrait en principe durer douze mois.

D'ici là, UPM aura peut-être fait connaître sa décision sur le projet BTL. Le groupe finlandais a en effet obtenu le mois dernier une subvention de 170 millions d'euros de la Commission européenne pour construire à Strasbourg une bioraffinerie de deuxième génération à base de bois, dans le cadre du programme NER 300. Mais la décision de procéder (ou non) à cet investissement de 400 millions d'euros qui se traduirait par 67 emplois, a été remise à plus tard.

« Nous appelons les pouvoirs publics de tous bords à tout faire pour que cet investissement, qui aurait un impact non négligeable pour l'emploi et la filière bois de la région se concrétise rapidement », insiste FO, « avec ou sans UPM ».

Une page se tourne

L'aventure papetière strasbourgeoise, qui avait démarré en 1937 avec la construction d'une usine de pâte à papier sur les bords du Rhin, s'est terminée hier, au terme de 76 années d'une histoire mouvementée.

1982 : fermeture de la Cellulose de Strasbourg

1983 : redémarrage de l'usine sous l'impulsion des salariés, des collectivités et de la filière bois

1988 : reprise de l'usine par le groupe UPM qui lance la construction d'une machine de papier journal

1999 : fermeture de la Cellulose. 161 salariés sont licenciés. L'usine de papier journal emploie alors 317 personnes

2000 : transformation de l'usine de papier journal en une unité de production de papier magazine

2004 : projet (avorté) de construction d'une seconde machine

2011 : mise en vente de l'usine, qui n'emploie plus que 250 personnes.

par Odile Weiss, publié le 05/01/2013 à 05:01 | Mis à jour il y a environ 1 heure